AVIS D'APPEL D'OFFRES

— Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N° 000006/AONO/MINTSS/CIPM/2026
du 20 OCT 2026 pour une étude de faisabilité sur l'acquisition et l'installation d'une source d'énergie alternative dans les dix (10) délégations régionales du MINTSS.

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la modernisation de l'administration publique et de l'amélioration des conditions de fonctionnement des services déconcentrés de l'État, le Gouvernement du Cameroun accorde une importance particulière à la sécurisation de l'alimentation électrique des infrastructures administratives ainsi qu'à la promotion des énergies renouvelables, conformément aux orientations de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), qui fait de la transition énergétique, de la résilience des infrastructures publiques et du développement durable des priorités nationales.

À cet effet, le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS) entend renforcer la continuité de ses services administratifs en dotant ses délégations régionales d'une source d'énergie alternative fiable, capable de réduire les perturbations liées aux coupures fréquentes de l'alimentation électrique, d'améliorer la qualité des services rendus aux usagers et de contribuer à la maîtrise des coûts énergétiques ainsi qu'à la réduction de l'empreinte environnementale de l'administration.

Toutefois, la mise en œuvre d'un tel projet nécessite au préalable une étude de faisabilité permettant d'évaluer, de manière objective et documentée, **les conditions techniques, économiques, financières, environnementales et organisationnelles de l'acquisition et de l'installation d'une source d'énergie alternative adaptée aux besoins des dix (10) délégations régionales du MINTSS.**

C'est dans cette perspective que le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale lance le présent Appel d'Offres en vue du recrutement d'un cabinet d'études ou d'un groupement de cabinets spécialisés, justifiant d'une expertise avérée dans les domaines des systèmes énergétiques, des énergies renouvelables, des études techniques et de l'ingénierie des infrastructures électriques.

Le présent Appel d'Offres a pour objet le recrutement d'un cabinet d'études chargé de réaliser une étude de faisabilité relative à l'acquisition et à l'installation d'une source d'énergie alternative dans les dix (10) délégations régionales du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

Cette étude devra fournir l'ensemble des éléments techniques, économiques, financiers, environnementaux et organisationnels nécessaires à la prise de décision concernant la mise en œuvre du projet, en garantissant la fiabilité des installations, leur viabilité économique, leur durabilité ainsi que leur conformité aux normes nationales et internationales applicables.
À ce titre, le cabinet retenu sera notamment chargé de :

- Réaliser un diagnostic de la situation énergétique actuelle des dix (10) délégations régionales, en évaluant les besoins énergétiques, les niveaux de consommation, les contraintes d'exploitation et la qualité de l'alimentation électrique ;
- Effectuer les visites techniques sur les différents sites afin d'apprécier les conditions d'implantation des équipements et d'identifier les contraintes techniques, foncières, environnementales et sécuritaires ;
- Analyser les différentes solutions d'énergie alternative adaptées aux besoins des délégations régionales ;
- Déterminer les caractéristiques techniques des équipements à acquérir ainsi que leur dimensionnement optimal en fonction des besoins réels de chaque site ;
- Réaliser les études techniques, économiques, financières et environnementales nécessaires pour apprécier la faisabilité et la rentabilité des différentes options envisagées ;
- Estimer les coûts d'acquisition, d'installation, d'exploitation, de maintenance et de renouvellement des équipements sur leur cycle de vie ;

- Proposer les modalités de mise en œuvre du projet, y compris les exigences techniques, les mécanismes de maintenance, les dispositions de sécurité ainsi que les mesures de renforcement des capacités des personnels chargés de l'exploitation des installations ;
- Élaborer plusieurs scénarios de mise en œuvre, en précisant pour chacun les coûts, les avantages, les contraintes, les risques, le calendrier d'exécution et les modalités de financement ;
- Recommander le scénario le plus approprié, accompagné d'une feuille de route détaillée pour la réalisation du projet, comprenant le planning de déploiement, les spécifications techniques, les ressources nécessaires ainsi que les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Les résultats de cette étude constitueront une base d'aide à la décision pour le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale en vue de l'acquisition et de l'installation d'une source d'énergie alternative dans ses dix (10) délégations régionales.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent en la réalisation d'une étude de faisabilité technique, économique, financière, environnementale et organisationnelle en vue de l'acquisition et de l'installation d'une source d'énergie alternative dans les dix (10) délégations régionales du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS).
À cet effet, le cabinet d'études retenu devra exécuter les prestations ci-après :

2.1. Phase préparatoire

Le prestataire devra :

- Tenir une réunion de démarrage avec le Maître d'Ouvrage afin de préciser la compréhension de la mission, la méthodologie de travail, le calendrier d'exécution ainsi que les modalités de collaboration ;
- Élaborer et soumettre un rapport de démarrage précisant l'approche méthodologique, le chronogramme des activités, les outils de collecte des données et les résultats attendus ;
- Recueillir et analyser toute la documentation disponible relative aux infrastructures concernées, aux consommations énergétiques, aux installations électriques existantes et aux projets antérieurs.

2.2. Diagnostic des sites

Cette phase consistera notamment à :

- Effectuer des visites techniques dans les dix (10) délégations régionales du MINTSS ;
- Réaliser un état des lieux des installations électriques existantes et de leur niveau de fonctionnement ;
- Inventorier les équipements consommateurs d'énergie et analyser les profils de consommation électrique de chaque site ;
- Évaluer les contraintes techniques, architecturales, environnementales, climatiques et sécuritaires susceptibles d'influencer le choix des solutions énergétiques ;
- Apprécier la qualité et la disponibilité de l'alimentation électrique actuelle ainsi que les impacts des interruptions de service sur les activités administratives.

2.3. Étude des solutions techniques

Le cabinet devra :

- Identifier les différentes technologies d'énergie alternative adaptées aux besoins du MINTSS, notamment les systèmes solaires photovoltaïques avec batteries de stockage, les systèmes hybrides, les groupes électrogènes de secours et toute autre solution techniquement pertinente ;
- Procéder au dimensionnement des installations pour chacun des sites en tenant compte des besoins énergétiques actuels et futurs ;
- Définir les spécifications techniques des équipements à acquérir (panneaux solaires, onduleurs, batteries, structures de support, dispositifs de protection, systèmes de supervision, etc.) ;
- Analyser les exigences techniques relatives à l'installation, à l'exploitation et à la maintenance des équipements proposés.

2.4. Étude économique et financière

Le prestataire devra :

- Estimer le coût global d'investissement de chaque option technique ;
- Évaluer les coûts d'exploitation, de maintenance, de renouvellement et de fonctionnement sur l'ensemble du cycle de vie des installations ;
- Réaliser une analyse comparative des différentes options en termes de coût, de rentabilité, de durabilité et de retour sur investissement ;
- Proposer les modalités de financement les plus appropriées.

2.5. Étude environnementale et analyse des risques

Cette phase comprendra notamment :

- L'identification des impacts environnementaux et sociaux liés à l'installation et à l'exploitation des équipements ;
- L'analyse des risques techniques, opérationnels, financiers et sécuritaires du projet ;
- La proposition de mesures d'atténuation permettant de limiter les risques identifiés.

2.6. Élaboration des scénarios de mise en œuvre

Le cabinet élaborera plusieurs scénarios de réalisation du projet en précisant pour chacun :

- Les caractéristiques techniques ;
- Les avantages et les limites ;
- Les coûts d'investissement et de fonctionnement ;
- Les contraintes de mise en œuvre ;
- Les besoins en maintenance ;
- Les risques associés ;
- Le calendrier d'exécution.

À l'issue de cette analyse, le cabinet recommandera le scénario le plus approprié pour le MINTSS.

2.7. Élaboration de la feuille de route

Le cabinet élaborera une feuille de route détaillée comprenant notamment :

- Les étapes de mise en œuvre du projet ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- Les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires ;
- Les modalités d'acquisition et d'installation des équipements ;
- Les dispositions relatives à l'exploitation et à la maintenance des installations ;
- Un dispositif de suivi-évaluation assorti d'indicateurs de performance.

2.8. Remise des livrables

Au terme de la mission, le cabinet remettra au Maître d'Ouvrage les livrables suivants :

- Un rapport de démarrage validé ;
- Les rapports de diagnostic des dix (10) délégations régionales ;
- Le rapport provisoire de l'étude de faisabilité comprenant l'ensemble des analyses techniques, économiques, financières et environnementales ;
- Une présentation des résultats devant le comité de suivi de l'étude ;
- Le rapport final intégrant les observations du Maître d'Ouvrage, accompagné des plans, schémas techniques, estimations financières, spécifications techniques des équipements, dossier d'avant-projet, feuille de route de mise en œuvre ainsi que les versions numérique et imprimée des documents produits.

Les prestations devront être exécutées conformément aux normes nationales en vigueur, aux bonnes pratiques internationales en matière d'ingénierie énergétique et d'énergies renouvelables, ainsi qu'aux exigences techniques du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Le présent marché est conclu en **une (01) tranche unique et ne fait pas l'objet d'un allotissement**. En effet, les différentes prestations objet de l'étude présentent un caractère fortement interdépendant.
Par conséquent, les soumissionnaires sont tenus de présenter une offre couvrant l'intégralité des prestations prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.
Toute offre partielle ou portant uniquement sur une partie des prestations sera déclarée non conforme et rejetée.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations, établi à l'issue des études préalables, est fixé à **17 000 000 (dix-sept millions) Francs CFA**, toutes taxes comprises (TTC).

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai prévisionnel d'exécution des prestations objet du présent marché est fixé à **soixante (60) jours calendaires, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.**
Le prestataire est tenu de respecter le délai contractuel proposé dans son offre, sans que celui-ci n'excède le délai maximal fixé ci-dessus. Toute prolongation éventuelle du délai d'exécution ne pourra intervenir que dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur applicable aux marchés publics.

6. PARTICIPATION, ORIGINE ET CONFLIT D'INTERETS

6. 1. Participation

Le présent Appel d'Offres est ouvert à la concurrence, conformément à la réglementation camerounaise en vigueur en matière de marchés publics. Il s'adresse aux **cabinets, bureaux d'études, entreprises spécialisées et groupements de consultants** disposant des compétences, de l'expérience et des moyens nécessaires à la réalisation de l'étude de faisabilité.
La participation est réservée aux personnes morales de droit camerounais légalement constituées et régulièrement établies, remplissant les conditions administratives, techniques et financières prévues par le présent DAO et ne faisant l'objet d'aucune exclusion réglementaire.
Les soumissionnaires peuvent présenter leurs offres individuellement ou en groupement. Dans ce dernier cas, les rôles et responsabilités de chaque membre doivent être clairement définis. Toutefois, aucun soumissionnaire ne peut participer simultanément à titre individuel et en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements. Toute participation multiple susceptible de fausser la concurrence ou de créer un conflit d'intérêts peut entraîner le rejet des offres concernées.

6.2. Origine

Les équipements, matériels et fournitures éventuellement proposés dans le cadre de l'étude doivent avoir une origine clairement précisée dans les offres techniques et financières. Ils doivent être conformes aux normes techniques et aux exigences de qualité applicables, tout en étant adaptés aux conditions d'exploitation des dix (10) Délégations Régionales du MINTSS concernées.
Les propositions devront également tenir compte de la disponibilité des équipements et des pièces de rechange, des possibilités de maintenance locale, de la durée de vie des installations, du service après-vente ainsi que des conditions climatiques et environnementales propres aux régions concernées.
La nationalité ou l'origine du soumissionnaire ne constitue, à elle seule, ni un critère de préférence ni un motif d'exclusion, sous réserve du respect de la réglementation camerounaise applicable aux marchés publics.

6.3. Conflit d'intérêts

Tout soumissionnaire devra déclarer toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts dans le cadre du présent Appel d'Offres. Sont notamment considérés comme situations de conflit d'intérêts les cas dans lesquels un soumissionnaire, ses dirigeants, associés, experts ou sous-traitants entretiennent des relations susceptibles de compromettre leur indépendance, leur impartialité ou l'objectivité des résultats de l'étude.
Le soumissionnaire devra garantir son indépendance vis-à-vis des fabricants, fournisseurs ou installateurs d'équipements énergétiques dont les solutions pourraient être recommandées à l'issue de l'étude. Les recommandations devront être

fondées sur des considérations exclusivement techniques, économiques, environnementales et opérationnelles, en cohérence avec les besoins du MINTSS.
Tout soumissionnaire se trouvant dans une situation de conflit d'intérêts non déclarée pourra voir son offre rejetée, conformément aux dispositions réglementaires applicables.

7. FINANCEMENT

La prestation objet du présent Appel d'Offres est financée par le Budget de Fonctionnement du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, au titre de l'exercice budgétaire 2026, sur la ligne **d'imputation budgétaire : 60 41 422 5 33000001 0132 361309.**

8. MODE DE SOUMISSION

La soumission des offres au titre du présent Appel d'Offres s'effectue exclusivement en ligne, conformément aux dispositions de la réglementation camerounaise en vigueur relatives à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

L'offre devra comprendre distinctement les éléments **administratifs, techniques et financiers**, conformément aux dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres.
Toute offre reçue après la date et l'heure limites fixées pour la remise des offres sera considérée comme hors délai et traitée conformément aux dispositions réglementaires applicables.
Le soumissionnaire demeure seul responsable de la transmission de son offre dans les délais impartis. Il lui appartient notamment de prendre toutes les dispositions nécessaires pour anticiper les éventuelles difficultés techniques liées au dépôt électronique des documents.
Les offres devront être rédigées dans l'une des deux langues officielles du Cameroun, **français ou anglais**, conformément aux prescriptions du présent DAO.
Sauf dispositions contraires expressément prévues dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, aucune offre ne pourra être modifiée ou complétée après l'expiration du délai fixé pour sa remise.
Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de vérifier l'authenticité et la conformité des informations et documents fournis par les soumissionnaires, conformément à la réglementation en vigueur.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Sous peine de rejet de son offre, chaque soumissionnaire est tenu de joindre à ses pièces administratives une caution de soumission d'un montant de **trois cent quarante mille (340 000) francs CFA**, représentant 2 % du coût prévisionnel TTC du marché.
La caution de soumission est établie conformément au modèle figurant dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, par une banque de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministre chargé des Finances et habilité à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et être accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun **(CDEC)**.
La liste des établissements habilités est annexée au **présent Dossier d'Appel d'Offres (Pièce n° 14).**
La caution de soumission est destinée à garantir le maintien de l'offre pendant sa période de validité et le respect, par le soumissionnaire retenu, de ses engagements jusqu'à la constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.
La durée de validité de la caution de soumission est de **trente (30) jours** au-delà de la durée de validité des offres.
La caution de soumission des soumissionnaires non retenus leur est restituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Celle du soumissionnaire attributaire est libérée après la constitution, le cas échéant, du cautionnement définitif et la notification du marché.

10. CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement, dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres, sur la plateforme **COLEPS** aux **adresses http://www.marchespublics.cm** et http://www.publiccontracts.cm, sur le site internet de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) **(www.armp.cm)**, ou, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), sis à la **porte n° 111, téléphone : 222 22 38 74.**

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être acquis auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA**, représentant les frais d'acquisition du dossier.

La quittance de versement devra préciser le nom du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'Offres ainsi que le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Une copie de cette quittance est déposée auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS lors du retrait du dossier.

Dans le cadre de la procédure dématérialisée, le Dossier d'Appel d'Offres peut également être obtenu conformément aux modalités prévues sur la plateforme **COLEPS**. Le soumissionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions relatives à l'acquisition électronique du dossier et à la justification du paiement des frais d'acquisition, telles que définies par la réglementation en vigueur et précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Aucune réclamation relative à la méconnaissance du contenu du Dossier d'Appel d'Offres ne sera recevable après le dépôt des offres.

11. REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, est transmise exclusivement par voie électronique, au moyen de la plateforme **COLEPS**, conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur et aux modalités précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Les offres doivent être transmises au plus tard le _____ **à 13 heures précises (heure locale)**. Aucune offre ne pourra être reçue, enregistrée ou acceptée après la date et l'heure limites de dépôt fixées ci-dessus.

Il appartient au soumissionnaire de s'assurer que son offre est correctement préparée, signée, transmise et effectivement reçue sur la plateforme COLEPS avant l'expiration du délai prescrit.

Les risques liés à une transmission tardive, incomplète ou défaillante incombent exclusivement au soumissionnaire.

L'offre électronique devra porter la mention suivante :

« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° 000006 /AONO/MINTSS/CIPM/2026 du 30 OCT 2026 pour le recrutement d'un cabinet chargé de la réalisation d'une étude de faisabilité sur l'acquisition et l'installation d'une source d'énergie alternative dans les dix (10) délégations régionales du MINTSS. À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

12. RECEVABILITE DES PLIS

Sous peine de rejet, les pièces constituant le dossier administratif doivent être produites conformément aux exigences du présent Dossier d'Appel d'Offres et aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles sont établies en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou par l'autorité administrative compétente, lorsqu'une telle certification est requise par la réglementation en vigueur.

Les pièces administratives doivent être datées de moins de **trois (03) mois à la date limite de dépôt des offres** ou avoir été établies **postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres**.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces exigées ou contenant des pièces non conformes aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres est susceptible d'être déclarée irrecevable, sous réserve des dispositions réglementaires relatives à la régularisation des pièces administratives, lorsque celle-ci est autorisée.

En particulier, l'absence de la caution de soumission, sa non-conformité aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres, son établissement par un organisme non habilité ou son insuffisance de montant entraîne le rejet pur et simple de l'offre, conformément à la réglementation en vigueur.

Les documents transmis par voie électronique doivent être lisibles, complets et conformes aux exigences de la plateforme COLEPS. Le soumissionnaire demeure seul responsable de la qualité, de l'authenticité et de l'intégrité des documents qu'il transmet.

13. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis contenant les pièces administratives, les offres techniques et les offres financières aura lieu le [illegible] 2026 **à 14 heures précises**, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, dans **la salle de conférences dudit Ministère, porte n° 117**.

Cette séance d'ouverture des plis est publique. Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et munis d'un mandat régulier, peuvent y assister.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Commission procède à l'ouverture des offres en une ou plusieurs étapes, selon les dispositions du présent Dossier d'Appel d'Offres et du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

À cette occasion, les noms des soumissionnaires, les montants des offres et les principales pièces administratives sont rendus publics.

La Commission se réserve le droit de demander, le cas échéant, toute pièce complémentaire ou toute régularisation des documents administratifs, dans **un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la séance d'ouverture, conformément à la réglementation en vigueur.**

À l'expiration de ce délai, toute offre non conforme, incomplète ou non régularisée dans les conditions requises est déclarée irrecevable.

14. CRITERES D'EVALUATION

14.1 Critères éliminatoires

Toute offre sera déclarée irrecevable ou éliminée dans les cas suivants :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission ;
- Absence ou non-conformité de la capacité financière, 30% du montant toute taxe comprise du marché ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif non régularisée dans le délai imparti ;
- Fausse déclaration, pièce falsifiée ou substitution de document ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon de marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Note technique inférieure au seuil minimal requis de soixante-dix pour cent (70 %) des points ;
- Absence d'un chef de mission proposé ou non-conformité de son profil aux exigences du DAO ;
- Non-respect des spécifications essentielles des Termes de Référence (TDR) ;
- Non-respect des conditions de soumission électronique prévues par la plateforme COLEPS.

14.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères essentiels ci-après :

- Compréhension des Termes de Référence et méthodologie proposée ;
- Expérience du cabinet dans les études similaires ;
- Qualifications et expérience du personnel clé proposé ;
- Organisation et plan de travail proposé pour la réalisation de la mission ;
- Moyens logistiques et matériels mobilisés pour l'exécution de la prestation ;
- Planning d'exécution et respect des délais ;
- Références du cabinet dans les domaines similaires.

Chaque critère est noté conformément à la grille d'évaluation contenue dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

14.3 Évaluation financière

Seules les offres ayant obtenu la note technique minimale requise seront ouvertes pour l'évaluation financière.

L'évaluation financière consistera en la vérification et la correction éventuelle des erreurs arithmétiques, puis à la comparaison des offres financières corrigées. L'offre la moins-disante, jugée conforme, sera retenue sous réserve de la vérification de sa conformité technique.

14.4 Méthode de sélection

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note globale, résultant de la combinaison de la note technique et de la note financière, conformément à la méthode de sélection définie dans le RPAO.

15. ATTRIBUTION

La Lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, ayant satisfait aux critères de qualification techniques et financières requis, et ayant été évaluée la moins-disante, après correction des éventuelles erreurs arithmétiques et prise en compte, le cas échéant, des rabais proposés.
L'attribution est subordonnée à la vérification de la capacité du soumissionnaire retenu à exécuter de manière satisfaisante les prestations objet du présent Appel d'Offres, notamment au regard de ses références, de ses ressources humaines et matérielles, ainsi que de sa situation administrative et fiscale.

L'Autorité Contractante se réserve le droit de ne pas attribuer la Lettre-commande si aucune offre ne satisfait aux critères de qualification ou si les offres reçues sont jugées non conformes, inacceptables, anormalement basses ou excessivement élevées au regard de l'enveloppe prévisionnelle disponible.

Elle peut également, conformément à la réglementation en vigueur, déclarer la procédure infructueuse ou la suspendre à tout moment pour des motifs d'intérêt public dûment justifiés, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation ou compensation.

16. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de **soixante (60) jours calendaires** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.
Pendant cette période, les soumissionnaires ne peuvent ni modifier ni retirer leur offre, sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur.
Cette durée de validité peut être exceptionnellement prorogée à la demande de l'Autorité Contractante. Dans ce cas, les soumissionnaires sont invités à confirmer par écrit le maintien de leurs offres pour la période supplémentaire sollicitée.
Le refus de prorogation par un soumissionnaire n'entraîne ni pénalité ni perte de sa caution de soumission.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires relatifs au présent Dossier d'Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MINTSS), **porte n° 111**, téléphone : **222 22 38 74.**
Ces renseignements doivent être demandés suffisamment à l'avance afin de permettre leur traitement dans les délais compatibles avec la date limite de dépôt des offres. Aucune information orale non confirmée par écrit ne pourra être opposée à l'Autorité Contractante.
Les clarifications apportées aux soumissionnaires, le cas échéant, seront communiquées à l'ensemble des candidats ayant retiré le Dossier d'Appel d'Offres, conformément au principe d'égalité de traitement.

18. DENONCIATION, CORRUPTION ET MAUVAISES PRATIQUES

Tout soumissionnaire, prestataire ou toute personne impliquée dans la procédure est tenu de signaler sans délai toute pratique suspecte ou irrégulière dont il aurait connaissance.
À cet effet, les dénonciations peuvent être adressées aux structures compétentes ci-après :
La **Commission Nationale Anti-Corruption** (CONAC), au numéro vert **1517** ;

L'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP), par SMS ou appel aux numéros **(+237) 673 20 57 25** et **(+237) 699 37 07 48** ;

L'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), conformément aux procédures en vigueur.

Toute dénonciation est traitée dans le strict respect de la confidentialité des informations reçues et des dispositions réglementaires applicables, sans préjudice des poursuites administratives, disciplinaires ou judiciaires prévues par la législation en vigueur.

19. DISPOSITIONS FINALES

Toutes les dispositions non expressément précisées dans le présent Dossier d'Appel d'Offres sont régies par les textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de marchés publics, ainsi que par les dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

En cas de contradiction entre les différentes pièces du Dossier d'Appel d'Offres, les stipulations du RPAO prévalent sur celles des autres documents, sauf indication contraire expressément mentionnée.

Toute difficulté d'interprétation des clauses du présent Dossier d'Appel d'Offres est résolue conformément aux principes généraux du droit des marchés publics et, le cas échéant, par l'Autorité Contractante, sans préjudice des voies de recours prévues par la réglementation en vigueur.

Yaoundé, le 30 OCT 2026

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
Le Ministre
MINISTRY OF LABOUR AND SOCIAL SECURITY
MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Grégoire OWONA

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Présidents de CCCM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.

TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
N°0006/ONIT/MINTSS/ITB/2026 OF 30 OCT 2026
FOR A FEASIBILITY STUDY ON THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF AN ALTERNATIVE ENERGY SOURCE IN THE TEN (10) REGIONAL DELEGATIONS OF MINTSS

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the modernisation of public administration and the improvement of operating conditions in decentralised State services, the Government of Cameroon attaches particular importance to securing the electricity supply of administrative infrastructure and promoting renewable energy, in line with the orientations of the National Development Strategy 2020–2030 (NDS30), which identifies the energy transition, the resilience of public infrastructure and sustainable development as national priorities.

To this end, the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS) intends to strengthen the continuity of its administrative services by equipping its Regional Delegations with a reliable alternative energy source capable of reducing disruptions caused by frequent power outages, improving the quality of services provided to users, contributing to energy cost control and reducing the environmental footprint of public administration.

However, implementing such a project requires a prior feasibility study to objectively and comprehensively assess the technical, economic, financial, environmental and organisational conditions for the acquisition and installation of an alternative energy source suited to the needs of the ten (10) Regional Delegations of MINTSS.

It is within this context that the Ministry of Labour and Social Security hereby launches this Invitation to Tender for the recruitment of a consultancy firm or a consortium of specialised consultancy firms with proven expertise in energy systems, renewable energy, technical studies and electrical infrastructure engineering.

The purpose of this Invitation to Tender is to recruit a consultancy firm responsible for carrying out a feasibility study on the acquisition and installation of an alternative energy source in the ten (10) Regional Delegations of the Ministry of Labour and Social Security.

The study shall provide all the technical, economic, financial, environmental and organisational information required to support decision-making regarding the implementation of the project, while ensuring the reliability of the installations, their economic viability and sustainability, as well as compliance with applicable national and international standards.

To this end, the selected consultancy firm shall, in particular, be responsible for:

Conducting an assessment of the current energy situation in the ten (10) Regional Delegations, evaluating energy requirements, consumption levels, operating constraints and the quality of the electricity supply;

Carrying out technical visits to the various sites to assess the conditions for installing the equipment and identify technical, land-related, environmental and safety constraints;

Analysing the various alternative energy solutions suited to the needs of the Regional Delegations;

Determining the technical specifications of the equipment to be acquired and establishing the optimal sizing of the installations according to the actual needs of each site;

Conducting the technical, economic, financial and environmental studies required to assess the feasibility and profitability of the various options under consideration;

Estimating the acquisition, installation, operation, maintenance and replacement costs of the equipment over its entire life cycle;

Proposing arrangements for implementing the project, including technical requirements, maintenance mechanisms, safety measures and capacity-building measures for personnel responsible for operating the installations;

Developing several implementation scenarios, specifying for each scenario the costs, benefits, constraints, risks, implementation schedule and financing arrangements;

Recommending the most appropriate scenario, together with a detailed implementation roadmap covering the deployment schedule, technical specifications, required resources, and monitoring and evaluation indicators.

The findings of this study shall provide a decision-making framework for the Ministry of Labour and Social Security regarding the acquisition and installation of an alternative energy source in its ten (10) Regional Delegations.

2. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this Invitation to Tender consist of conducting a technical, economic, financial, environmental and organisational feasibility study for the acquisition and installation of an alternative energy source in the ten (10) Regional Delegations of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS).
To this end, the selected consultancy firm shall perform the following services:

2.1. Preparatory Phase

The service provider shall:
Hold a kick-off meeting with the Project Owner to clarify its understanding of the assignment, the working methodology, the implementation schedule and the arrangements for collaboration;
Prepare and submit an inception report specifying the methodological approach, activity schedule, data collection tools and expected results;
Collect and analyse all available documentation relating to the relevant infrastructure, energy consumption, existing electrical installations and previous projects.

2.2. Site Assessment

This phase shall include, in particular:
Conducting technical visits to the ten (10) Regional Delegations of MINTSS;
Assessing the existing electrical installations and their operational condition;
Taking an inventory of energy-consuming equipment and analysing the electricity consumption profiles of each site;
Assessing technical, architectural, environmental, climatic and safety constraints that may influence the choice of energy solutions;
Assessing the quality and availability of the current electricity supply, as well as the impact of service interruptions on administrative activities.

2.3. Assessment of Technical Solutions

The consultancy firm shall:
Identify the various alternative energy technologies suited to MINTSS's needs, including solar photovoltaic systems with battery storage, hybrid systems, standby generator sets and any other technically relevant solution;
Determine the appropriate sizing of the installations for each site, taking into account current and future energy requirements;
Define the technical specifications of the equipment to be acquired, including solar panels, inverters, batteries, support structures, protection devices, monitoring systems and related equipment;
Analyse the technical requirements relating to the installation, operation and maintenance of the proposed equipment

2.4. Economic and Finncial Study

The service provider shall:
Estimate the total investment cost of each technical option;
Assess operating, maintenance, replacement and running costs throughout the life cycle of the installations;
Conduct a comparative analysis of the various options in terms of cost, profitability, sustainability and return on investment;
Propose the most appropriate financing arrangements.

2.5. Environmental Study and Risk Analysis

This phase shall include, in particular:
Identifying the environmental and social impacts associated with the installation and operation of the equipment;
Analysing the technical, operational, financial and safety risks of the project;
Proposing mitigation measures to minimise the identified risks.

2.6. Development of Implementation Scenarios

The consultancy firm shall develop several project implementation scenarios, specifying for each:
Technical characteristics;
Advantages and limitations;
Investment and operating costs;
Implementation constraints;
Maintenance requirements;
Associated risks;
Implementation schedule.
Following this analysis, the consultancy firm shall recommend the most appropriate scenario for MINTSS.

2.7. Development of the Implementation Roadmap

The consultancy firm shall prepare a detailed implementation roadmap covering, in particular:
The stages of project implementation;
The provisional implementation schedule;
The human, material and financial resources required;
The arrangements for acquiring and installing the equipment;
The arrangements for operating and maintaining the installations;
A monitoring and evaluation framework supported by performance indicators.

2.8. Submission of Deliverables

Upon completion of the assignment, the consultancy firm shall submit the following deliverables to the Project Owner:
A validated inception report;
Site assessment reports for the ten (10) Regional Delegations;
A draft feasibility study report containing all technical, economic, financial and environmental analyses;
A presentation of the findings to the study monitoring committee;
The final report incorporating the Project Owner's comments, together with plans, technical diagrams, financial estimates, technical specifications of the equipment, a preliminary design dossier, an implementation roadmap, and both electronic and printed versions of the documents produced.
The services shall be performed in accordance with applicable national standards, international best practices in energy engineering and renewable energy, and the technical requirements of the Ministry of Labour and Social Security.

3. CONTRACT PHASING / LOT ALLOCATION

The contract shall be executed as a single (01) phase and shall not be divided into lots. This is because the various services covered by the study are closely interdependent.
Consequently, tenderers shall submit bids covering all the services provided for in this Tender Dossier.
Any partial bid or bid covering only part of the required services shall be declared non-compliant and rejected.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the services, as established following preliminary studies, is CFA francs 17,000,000 (seventeen million CFA francs), inclusive of all taxes (VAT included).

5. ESTIMATED TIME FOR COMPLETION

The estimated time for completion of the services covered by this contract is sixty (60) calendar days, effective from the date of notification of the Service Order instructing the commencement of the services.
The service provider shall comply with the contractual completion period proposed in its bid; which shall not exceed the maximum period specified above. Any extension of the completion period may be granted only under the conditions laid down by the regulations in force governing public contracts.

6. ELIGIBILITY, ORIGIN AND CONFLICT OF INTEREST

6.1. Eligibility

This Invitation to Tender is open to competition in accordance with the public procurement regulations in force in Cameroon. It is intended for consultancy firms, consulting bureaux, specialised companies and consortia of consultants possessing the skills, experience and resources required to conduct the feasibility study.
Participation is restricted to legal entities incorporated under Cameroonian law and duly established, which satisfy the administrative, technical and financial requirements specified in this Tender Dossier and are not subject to any regulatory exclusion.
Tenderers may submit bids individually or as a consortium. In the latter case, the respective roles and responsibilities of each member shall be clearly defined. However, no tenderer may participate simultaneously as an individual tenderer and as a member of one or more consortia. Any multiple participation liable to distort competition or create a conflict of interest may result in the rejection of the bids concerned.

6.2. Origin

The origin of any equipment, materials and supplies proposed as part of the study shall be clearly specified in the technical and financial bids. Such equipment, materials and supplies shall comply with applicable technical standards and quality requirements and shall be suitable for the operating conditions of the ten (10) Regional Delegations of MINTSS concerned.
The proposals shall also take into account the availability of equipment and spare parts, local maintenance capabilities, the service life of the installations, after-sales service, and the climatic and environmental conditions specific to the regions concerned.
The nationality or origin of a tenderer shall not, in itself, constitute a ground for preference or exclusion, subject to compliance with Cameroonian legislation and regulations applicable to public procurement.

6.3. Conflict of Interest

Each tenderer shall disclose any situation that may constitute a conflict of interest in connection with this Invitation to Tender. Situations that may constitute a conflict of interest include cases in which a tenderer, its directors, partners, experts or subcontractors have relationships that could compromise their independence, impartiality or the objectivity of the study findings.
The tenderer shall guarantee its independence from manufacturers, suppliers or installers of energy equipment whose solutions may be recommended following the study. Recommendations shall be based exclusively on technical, economic, environmental and operational considerations consistent with MINTSS's needs.
Any tenderer found to be in an undisclosed conflict-of-interest situation may have its bid rejected in accordance with the applicable regulations.

7. FUNDING

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by the Operating Budget of the Ministry of Labour and Social Security for the 2026 financial year, under budget allocation code: **60 41 422 5 33000001 0132 361309.**

8. METHOD OF SUBMISSION

Bids under this Invitation to Tender shall be submitted exclusively online, in accordance with the provisions of the Cameroonian regulations in force governing the digitalisation of public procurement procedures.
The bid shall comprise separate administrative, technical and financial components, in accordance with the provisions of this Tender Dossier.
Any bid received after the specified submission deadline shall be considered late and dealt with in accordance with the applicable regulations.
Each tenderer shall be solely responsible for transmitting its bid within the prescribed time limit. In particular, the tenderer shall take all necessary measures to anticipate any technical difficulties associated with the electronic submission of documents.
Bids shall be written in either of Cameroon's two official languages, French or English, in accordance with the requirements of this Tender Dossier.
Unless expressly provided otherwise in this Tender Dossier, no bid may be amended or supplemented after the submission deadline has expired.
The Project Owner reserves the right to verify the authenticity and compliance of the information and documents provided by tenderers, in accordance with the regulations in force.

9. BID SECURITY

On pain of rejection of its bid, each tenderer shall include in its administrative documents a bid security in the amount of **CFA francs 340,000 (three hundred and forty thousand CFA francs), representing 2%** of the estimated contract cost inclusive of all taxes.
The bid security shall be issued in accordance with the model provided in this Tender Dossier by a first-category bank or a financial institution approved by the Minister in charge of Finance and authorised to issue guarantees for public contracts. It shall be accompanied by the deposit receipt issued by the Cameroon Deposits and Consignments Fund (Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun – CDEC).
The list of authorised institutions is annexed to this Tender Dossier (Document No. 14).
The bid security is intended to guarantee the validity of the bid throughout its validity period and the successful tenderer's fulfilment of its commitments until the final performance security has been provided, where applicable.
The bid security shall remain valid for thirty (30) days beyond the validity period of the bids.
The bid securities of unsuccessful tenderers shall be returned under the conditions laid down by the regulations in force.
The bid security of the successful tenderer shall be released after the final performance security has been provided, where applicable, and the contract has been notified.

10. CONSULTATION AND ACQUISITION OF THE TENDER DOSSIER

The Tender Dossier may be consulted free of charge from the date of publication of this Invitation **to Tender on the COLEPS** platform at the following addresses:
http://www.marchespublics.cm
http://www.publiccontracts.cm
It may also be consulted on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (Agence de Régulation des Marchés Publics – ARMP) at **www.armp.cm**, or during working hours at the Public Contracts Department of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), located at Office **No. 111, telephone: 222 22 38 74.**
The Tender Dossier may be obtained from the MINTSS Public Contracts Department from the date of publication of this Notice, upon presentation of a Treasury payment receipt for a non-refundable amount of **CFA francs 50,000 (fifty thousand CFA francs)**, representing the cost of acquiring the dossier.
The payment receipt shall indicate the name of the tenderer, the subject of the Invitation to Tender and the reference number of the Invitation to Tender Notice. A copy of the receipt shall be submitted to the MINTSS Public Contracts Department when the dossier is collected.
Under the electronic procurement procedure, the Tender Dossier may also be obtained in accordance with the procedures specified on the **COLEPS platform**. Tenderers shall comply with the requirements governing electronic acquisition of the

dossier and proof of payment of the acquisition fee, as prescribed by the regulations in force and specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).
No claim based on a lack of knowledge of the contents of the Tender Dossier shall be admissible after submission of the bids.

11. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English, shall be submitted exclusively by electronic means through the COLEPS platform, in accordance with the regulations in force and the procedures specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).
Bids must be submitted no later than _____ at **precisely 1:00** p.m. (local time). No bid may be received, registered or accepted after the deadline specified above.
Each tenderer shall ensure that its bid is properly prepared, signed, transmitted and effectively received on the COLEPS platform before the prescribed deadline expires.
All risks associated with late, incomplete or unsuccessful transmission shall be borne exclusively by the tenderer.
The electronic bid shall bear the following reference:
"Open National Invitation to Tender under Emergency Procedure No. 0000/AONIT/MINTSS/ITB/2026 of 30 OCT 2026 for the recruitment of a consultancy firm to conduct a feasibility study on the acquisition and installation of an alternative energy source in the ten (10) Regional Delegations of MINTSS. To be opened only during the bid-opening session."

12. ADMISSIBILITY OF BIDS

On pain of rejection, the documents constituting the administrative file shall be submitted in accordance with the requirements of this Tender Dossier and the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). Where certification is required by the regulations in force, such documents shall be originals or certified true copies issued by the originating service or the competent administrative authority.
Administrative documents shall be dated less than three (3) months before the bid submission deadline or shall have been issued after the date of signature of the Invitation to Tender Notice.
Any bid that does not contain all the required documents or contains documents that do not comply with the requirements of this Tender Dossier may be declared inadmissible, subject to the regulatory provisions governing the rectification of administrative documents where such rectification is permitted.
In particular, the absence of the bid security, its non-compliance with the requirements of this Tender Dossier, its issuance by an unauthorised institution or an insufficient amount shall result in the outright rejection of the bid, in accordance with the regulations in force.
Documents submitted electronically shall be legible, complete and compliant with the requirements of the COLEPS platform.
Each tenderer shall be solely responsible for the quality, authenticity and integrity of the documents submitted.

13. OPENING OF BIDS

The opening of bids containing administrative documents, technical proposals and financial proposals shall take place on 27 NOV 2026 at **precisely 2:00 p.m.**, before the Internal Tenders Board (Commission Interne de Passation des Marchés – CIPM) of the Ministry of Labour and Social Security, in the conference room of the said Ministry, Office No. 117.
The bid-opening session shall be public. Tenderers or their duly authorised representatives, holding valid written authorisation, may attend.
In accordance with the regulations in force, the Board shall open the bids in one or more stages, depending on the provisions of this Tender Dossier and the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).
During the session, the names of the tenderers, bid amounts and principal administrative documents shall be made public.
Where necessary, the Board reserves the right to request additional documents or the rectification of administrative documents within forty-eight (48) hours from the opening session, in accordance with the regulations in force.
Upon expiry of this period, any bid that remains non-compliant, incomplete or unrectified as required shall be declared inadmissible.

14. EVALUATION CRITERIA

14.1. Eliminatory Criteria

A bid shall be declared inadmissible or eliminated in any of the following cases:
Absence or non-compliance of the bid security;
Absence or non-compliance of proof of **financial capacity amounting to 30% of the contract amount** inclusive of all taxes;
Absence or non-compliance of an administrative document that has not been rectified within the prescribed time limit;
False declaration, forged document or substitution of a document;
Absence of a sworn declaration confirming that the tenderer has not abandoned a public contract during the previous three (3) years;
A technical score below the minimum required threshold of seventy per cent (70%) of the total points;
Absence of a proposed Team Leader or non-compliance of the proposed Team Leader's profile with the requirements of the Tender Dossier;
Failure to comply with the essential requirements of the Terms of Reference (ToR);
Failure to comply with the electronic submission requirements of the COLEPS platform.

14.2. Essential Criteria

Technical proposals shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:
Understanding of the Terms of Reference and proposed methodology;
Experience of the consultancy firm in similar studies;
Qualifications and experience of the proposed key personnel;
Organisation and work plan proposed for carrying out the assignment;
Logistical and material resources to be deployed for the services;
Implementation schedule and compliance with deadlines;
The consultancy firm's references in similar fields.
Each criterion shall be scored in accordance with the evaluation grid contained in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

14.3. Financial Evaluation

Only bids that have obtained the required minimum technical score shall proceed to financial evaluation.
The financial evaluation shall consist of checking and, where necessary, correcting arithmetic errors, followed by comparing the corrected financial proposals. The lowest evaluated compliant bid shall be retained, subject to verification of its technical compliance.

14.4. Selection Method

The contract shall be awarded to the tenderer obtaining the highest overall score, resulting from the combination of the technical and financial scores, in accordance with the selection method specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

15. AWARD OF THE CONTRACT

The Letter-Order shall be awarded to the tenderer whose bid has been found substantially compliant with the requirements of the Tender Dossier, has satisfied the required technical and financial qualification criteria, and has been evaluated as the lowest-priced bid after correction of any arithmetic errors and consideration of any discounts offered, where applicable.

The award shall be subject to verification of the successful tenderer's capacity to perform the services covered by this Invitation to Tender satisfactorily, particularly with regard to its references, human and material resources, and administrative and tax status.
The Contracting Authority reserves the right not to award the Letter-Order if no bid satisfies the qualification criteria or if the bids received are deemed non-compliant, unacceptable, abnormally low or excessively high in relation to the available estimated budget.
Furthermore, in accordance with the regulations in force, the Contracting Authority may declare the procedure unsuccessful or suspend it at any time for duly justified public-interest reasons, without tenderers being entitled to any indemnity or compensation.

17. VALIDITY PERIOD OF BIDS

Tenderers shall remain bound by their bids for a period of sixty (60) calendar days from the bid submission deadline specified in this Tender Dossier.
During this period, tenderers may neither amend nor withdraw their bids, failing which they may be subject to the sanctions provided for by the regulations in force.
This validity period may exceptionally be extended at the request of the Contracting Authority. In such a case, tenderers shall be invited to confirm in writing that their bids remain valid for the additional period requested.
A tenderer's refusal to extend the validity period shall not result in any penalty or forfeiture of its bid security.

17. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information relating to this Tender Dossier may be obtained during working hours from the Public Contracts Department of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), **Office No. 111, telephone: 222 22 38 74.**
Requests for information shall be submitted sufficiently in advance to allow them to be processed within a timeframe compatible with the bid submission deadline. No oral information that has not been confirmed in writing may be invoked against the Contracting Authority.
Any clarifications provided to tenderers shall, where applicable, be communicated to all candidates who have obtained the Tender Dossier, in accordance with the principle of equal treatment.

18. REPORTING, CORRUPTION AND MALPRACTICES

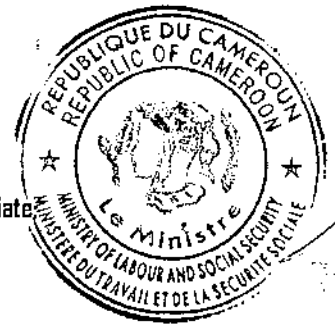
Every tenderer, service provider or person involved in the procurement procedure shall promptly report any suspicious or irregular practice of which they become aware.
Reports may be submitted to the following competent bodies:
National Anti-Corruption Commission (CONAC): toll-free number 1517;
Ministry of Public Contracts (MINMAP): by SMS or telephone call to (+237) 673 20 57 25 and (+237) 699 37 07 48;
Public Contracts Regulatory Agency (ARMP): in accordance with the procedures in force.
All reports shall be handled in strict confidentiality, subject to the applicable regulations, without prejudice to any administrative, disciplinary or judicial proceedings provided for under the legislation in force.

19. FINAL PROVISIONS

All matters not expressly specified in this Tender Dossier shall be governed by the legislative and regulatory texts in force concerning public contracts, as well as by the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).
In the event of any inconsistency between the various documents forming part of the Tender Dossier, the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) shall prevail over those of the other documents, unless expressly stated otherwise.
Any difficulty in interpreting the provisions of this Tender Dossier shall be resolved in accordance with the general principles of public procurement law and, where applicable, by the Contracting Authority, without prejudice to the remedies available under the regulations in force.

Yaoundé, on 30 OCT 2026

THE MINISTER OF LABOUR AND SOCIAL SECURITY



Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPD concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Chairpersons of the CCCB, where necessary;
- Notice Board/File.